

Appel à un meeting de solidarité avec les luttes au Maghreb

**Le jeudi 10 juillet de 18H à 20H45
Bourse du Travail à Paris
3 rue du Château d'Eau,
75010 Paris - Métro République**

Des événements d'une gravité exceptionnelle se multiplient dans les trois pays du Maghreb, portés notamment par les jeunes chômeurs et diplômés chômeurs, les étudiants, les syndicalistes...

En Tunisie, un vaste mouvement de protestation et de révolte anime les populations du bassin minier de Gafsa depuis le début de l'année suite aux résultats d'un concours d'embauche jugé frauduleux. Encerclés et harcelés par la police et l'armée, les habitants se battent pacifiquement, au quotidien, pour l'emploi et le droit à une vie digne.

Multipliant les manifestations, grèves et actions diverses, ils réclament l'ouverture de vraies négociations sur l'emploi et les conditions de vie... Ce mouvement démontre une organisation et une solidarité populaires fortes autour de revendications sociales, économiques et politiques structurées, et va à l'encontre des idées reçues sur l'absence d'opposition et la léthargie de la population. Le pouvoir tunisien y répond depuis juin en emprisonnant et torturant massivement les jeunes, en arrêtant plusieurs dirigeants du mouvement de protestation, en les inculquant de délits graves, en conduisant des interrogatoires musclés.

Au Maroc, les événements de Sidi Ifni illustrent à leur tour le niveau de dégradation de la situation sociale et des conditions de vie qui se manifestent dans tout le Maroc de manière croissante par des mouvements sociaux multiples revendiquant le respect des droits économiques et sociaux. La répression d'État qui leur est opposée témoigne d'une férocité qui tranche avec les promesses démocratiques du nouveau régime.

Après les graves répressions politiques qu'a subies la Kabylie, les villes algériennes connaissent désormais régulièrement des révoltes incontrôlées, expression de nouvelles formes de protestation dans un champ politique fermé sans que l'on discerne, après la flambée de violences d'Oran, jusqu'où ce type de révoltes peut mener.

Face à ces événements, les régimes des trois pays durcissent leurs positions vis-à-vis des revendications sociales, s'appuyant sur une gestion par la torture et des exactions humiliantes, dans un contexte inquiétant d'inflation des prix des biens et services de base et d'accélération du mouvement de vente au secteur privé des services et infrastructures publics. Les alliances euro-maghrébines pour le contrôle des migrations prennent également une ampleur sans précédent dans les trois pays ainsi qu'en Libye, donnant jour à la prolifération de véritables camps d'internements. A plus long terme, il faut craindre une nouvelle période de grande instabilité dont les principales victimes seront les pauvres et les classes moyennes marginalisées.

Nous devons dans ce contexte nous organiser pour suivre l'évolution de la situation, dénoncer toutes les atteintes aux droits humains et soutenir la contestation pacifique pour le droit au travail et à une vie digne et meilleure. Nous devons faire pression sous toutes les formes appropriées pour aider les peuples du Maghreb en cette période de présidence française de l'UE et de lancement de l'initiative de l'Union pour la Méditerranée le 13 juillet 2008 à Paris, pour laquelle sont invités les chefs d'États maghrébins.

Premiers signataires : Solidaires, FSU, CNT, AMF, ATMF, FTCCR, CRLDHT, Cedetim, ATTAC, Syndicat de la Magistrature, ATF, Comité de soutien aux habitants du bassin minier de Gafsa-Paris....

Avec le soutien de : Les Verts, PDP, PCOT, PCF, LCR, ETTAJDID-FRANCE, COORDINATION NATIONALE DES COLLECTIFS UNITAIRES, Les alternatifs...